

1030, rue Beaubien Est
Bureau 103
Montréal, Québec
H2S 1T4
514 380-8916

secretariat@irec.net
www.irec.net

Allocution de Robert Laplante Sortie de crise : cinq rendez-vous 19 novembre 2009

Lors de l'assemblée annuelle du Syndicat des Métallos le 19 novembre 2009, réunissant plus de 400 délégués venant de tous les coins du Québec, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) par le biais de son directeur général, Robert Laplante, a indiqué ce qui pourrait être fait pour sortir le Québec de la crise. Le thème de cette assemblée : « Pour une sortie de crise au service du monde ordinaire ».

Robert Laplante :

Bonjour,

Nous assistons à la fin d'une période du credo des règles du marché et à une redécouverte de l'État qui a dû investir massivement pour nous sortir du marasme créé par les Néo-libéraux. C'est une bonne nouvelle. Il y a un risque évidemment que leur logique s'applique ici encore une fois avec la socialisation des pertes et la privatisation des profits. Cela doit être pondéré, car cela ne peut continuer. Nous assistons à un espace renouvelé d'engagement et il nous faut participer au débat public .

Cette gestion à court terme a détruit des capacités productives en fermant des usines rentables, car elles ne l'étaient pas assez pour les financiers. Nous avons assisté à une déconnexion du monde de la finance du monde réel. Ils ont joué au casino avec des capitaux comme les caisses de retraite qui appartiennent aux travailleurs. Cette augmentation du chômage, de la destruction de la structure industrielle par notamment la délocalisation et cette fuite en avant du modèle spéculatif en utilisant la mondialisation comme levier montre l'urgence d'une intervention de l'État pour réglementer. On le voit au niveau national avec l'adoption de règles plus sévères et des plans de relance. On le voit aussi dans le domaine international avec des amorces de discussions dans des forums comme celui du G 20. D'ailleurs, le Québec devra suivre très attentivement ce qui s'y passe. Harper par exemple a torpillé l'Accord de Kyoto lors du sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC). La même attitude est de mise pour ici même : le Canada a investi 10 MM \$ pour sauver l'industrie automobile et des bricoles pour aider le secteur forestier au Québec.

Je vois cinq défis à relever face aux problèmes qui se sont recomposés selon une dynamique dont la compréhension n'est pas encore claire si on regarde la structure économique du Québec. Il s'agit : a) du secteur manufacturier, b) de l'exportation c) des ressources naturelles d) de la gestion des caisses de retraite et e) des finances publiques.

a) Secteur manufacturier.

Il y a un problème de relève et de contrôle de nos entreprises au Québec. Le modèle des PME tel qu'élaboré et développé par les entrepreneurs du Québec inc. est en transition. Des joyaux peuvent être convoités. Il faut faire des pressions sur le gouvernement afin de garder le contrôle des PME au Québec. C'est aussi dans l'intérêt des travailleurs, car la propriété et la proximité font la différence lorsque les choses se corsent. Nous disposons d'outils dont les Fonds de travailleurs, car les PME auront besoin de relais pour les propulser et les garder ici.

b) Productivité.

Le problème de la productivité ressort avec la crise. Il faut cependant nuancer. Ce n'est pas tout le Québec qui est touché. Cela varie d'un secteur à l'autre. Nous avons des entreprises avec des équipements vétustes, des procédés dépassés et la compétition est féroce. Cependant, ce ne sont pas avec des incantations culpabilisantes comme celles dites par les « Lucides » qui vont nous faire avancer. Ce n'est pas vrai que les Québécois sont paresseux. Nous avons besoin de plus d'intelligence dans le travail. Il faut repenser l'organisation du travail, investir dans l'équipement et surtout investir dans la matière grise. Dans une économie qui fonctionne à la connaissance, il n'y a pas de secteurs condamnés. C'est une idée simpliste. Le textile que l'on disait condamné est aujourd'hui un secteur de pointe avec les nanoparticules, les fibres biotechniques, etc. Tout repose sur la façon dont les facteurs se recomposent. Le mineur par exemple n'est pas seulement des bras, il est au coeur de tout un réseau de production.

Face cette recomposition de facteurs, la formation devient central. Le taux de décrochage actuel est une catastrophe pour le Québec. L'État doit intervenir pour une diplomation de qualité. La formation continue est également vitale, car tout évolue très vite. Dans la négociation de conventions collectives, le processus de formation et de qualification va prendre une grande importance. Les congés de perfectionnement vont prendre le pas sur les vacances. On n'est plus formé pour la vie. La qualification des travailleurs va prendre le pas sur les vacances. On n'est plus formé pour la vie. Il faut s'assurer que les travailleurs sont actifs dans cette recomposition de la capacité de production. C'est bien connu, la moitié de l'innovation est dans les mains des travailleurs, l'autre moitié étant dans la recherche et le développement.

c) Exportation.

Le Québec a une économie dont la moitié de la production est destinée à l'extérieur. Depuis l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la croissance du commerce s'est accélérée du Nord au Sud. La croissance se fait plus vite dans cet axe que celui de l'Est-Ouest. Les efforts actuels du Canada pour augmenter le commerce interprovincial sont des gestes défensifs. D'ailleurs, l'économie canadienne a deux logiques. Le dollar canadien suit le prix de l'énergie dont le pétrole au point que des économistes parlent de pétro dollars alors que l'économie du Québec qui est une économie exportatrice est pénalisée par une pétro devise qui fait monter le taux de change. Dans l'agro alimentation, le Québec voit réduire sa capacité concurrentielle avec l'imposition de normes canadiennes plus basses. Nous avons profité de l'ALENA. Il y a cependant eu une crise des certains États américains. Nous avons connu la crise du bois d'oeuvre, dont un aspect du dénouement a été l'adoption du « Buy American Act » par le président Obama. Nous allons connaître des pressions sur notre État. L'économie canadienne fonctionne selon deux logiques. La valeur du dollar est fixée selon le prix de l'énergie. Le Québec possède une économie exportatrice menacée par une pétro devise, ce qui a des implications énormes notamment sur le plan environnemental.

d) Ressources naturelles.

Nous devons prévoir des pressions considérables sur nos ressources naturelles. Nous attendons toujours une politique de l'eau, car il y a un risque réel de dépossession de cette ressource qui appartient à toute la collectivité.

Il y a aussi une augmentation de la demande de la part des pays émergents particulièrement sur nos ressources minérales. Le rapport du vérificateur est venu nous rappeler que notre législation est désuète et que nous risquons de nous retrouver devant un saccage. Il y a une augmentation des projets de développement. Le plus récent est celui d'Ossisko. Il nous faut un encadrement juridique, des conditions d'exploitation équitables et l'établissement d'un système de redevances.

La forêt est également dans un état de marasme total. Des compagnies comme Abitibi-Bowater se sont effondrées. Le régime forestier s'est développé selon une logique de cartels sur notre ressource. La décision qui affecte 80 % de la population de Dolbeau a été prise en Caroline du Sud. Le bois est une ressource collective. Nous devons développer un nouveau modèle au service de la communauté pour créer des emplois. Cela fait 30 ans que nous assistons au déclin de cette industrie. Il faut arrêter par exemple de faire du papier bas de gamme et nous appuyer sur les recherches sur les fibres dont celles de l'épinette noire sont les plus prometteuses. Pour cela, nous devrons créer des conditions d'approvisionnement pour forcer les entreprises à innover et non plus seulement se baser sur le prix de la

fibre. Il y a aussi toute la filière de la bio masse avec notre immense forêt boréale. Nous avons une chance de nous affranchir de la dépendance au pétrole. Chaque année, ce sont 20 MM \$ que nous sortons du Québec. Enfin, c'est la même chose pour le bois de sciage. L'avenir est dans le bois d'ingénierie.

e) Caisses de retraite.

Nous avons connu une crise grave dans les stratégies de placement des caisses de retraite. Seulement pour la Caisse de dépôt et placement (CDP), ce sont de pertes de 40 milliards \$. Il y a ici un enjeu du contrôle et de la gestion de nos caisses de retraite. Il faut leur faire remplir leur rôle. 80 % des placements de nos caisses de retraite se font à l'extérieur. Il y a des régions où pas un sou ne revient dans la région. Il y a là un enjeu majeur pour les travailleurs. Il y a aussi la gestion de nos caisses de retraite qui se fait à Toronto. Il y a des emplois de haut niveau que nous devons rapatrier.

En parlant de retraite, il faut démystifier la catastrophe démographique. Sans nier qu'il y ait un vieillissement de notre population, le Québec est la société la plus jeune dans les pays développés. Elle est au 38e rang ! L'immigration n'est pas une solution pour corriger le vieillissement. Des études récentes et sérieuses le démontrent de façon très claire.

f) Finances publiques.

Enfin, il faudra s'attaquer au problème de nos finances publiques non pas en sabrant dans les programmes sociaux, mais bien en regardant du côté des revenus et de la fiscalité.

Le défi est plutôt du côté des politiques sociales, de la réorganisation du travail et la réaffirmation de nos valeurs de partage, de mutualisation des risques et de nous appuyer sur nos acquis dans nos programmes sociaux.

Je vous remercie beaucoup. Bonne assemblée.